

ÉDITORIAL

1985-1987 QUE RESTE-T-IL DU PLAN INFORMATIQUE POUT TOUS (I.P.T.) ?

Depuis le lancement du plan I.P.T., nous avons émis, à maintes reprises, des réserves quant à ses limites, tant au plan matériel et logiciel qu'au plan de la formation. Cependant, force est de constater qu'il a permis à l'informatique à l'école de faire un formidable bond en avant. Il a suscité intérêt et demande de formation de la part de la majorité des enseignants.

Durant l'été 86, M. MONDRY, nouveau ministre de l'Éducation nationale, annonçait le lancement d'un nouveau plan informatique. Nous ne nous étendrons pas sur le cadeau royal du gouvernement à l'enseignement privé : il fallait bien remercier de fidèles (sic) soutiens mais nous nous intéresserons plutôt à ce que l'enseignement public peut attendre de cette annonce.

L'accent mis sur des logiciels paramétrables ou le développement des bases de données et de la communication, avec adjonction de moyens télématiques peuvent recevoir notre assentiment. Par contre, les moyens à mettre en œuvre prévus par le ministre ne laissent pas de nous inquiéter. Ainsi, le rôle dévolu aux industriels pour écrire, tester et valider les programmes condamnera, à tout coup, certains produits non rentables pour cause de marché restreint (enseignement technique ou spécialisé, par exemple). Ce n'est pas un hasard si le ministre semble remettre en cause le rôle d'éditeur de logiciels tenu par le C.N.D.P., service public. Bien plus, ce qui est ressenti par la grande masse des enseignants, c'est la volonté de détruire tout ce qui avait été mis en place et, en particulier, les organismes qui avaient, malgré leurs insuffisances, œuvré au développement de l'informatique à l'école : A.D.I., Centre mondial...

Cette volonté a des répercussions évidentes sur le terrain. La machine lancée et impulsée par les missions académiques, faute d'être alimentée, donne déjà les signes de son arrêt inéluctable. La démobilisation se ressent tant chez les collègues que chez de nombreux responsables (I.D.E.N., P.E.N...). Le refus d'assumer la maintenance, contrairement au système qui avait été initialement prévu au niveau local et rectoral, ne peut que renforcer le découragement ressenti par beaucoup d'enseignants qui se voient confrontés à des incidents matériels de plus en plus fréquents, à l'inadaptation pédagogique de nombreux logiciels et au problème de l'intégration de l'informatique dans leur enseignement.

Que faire, face à ce découragement, cette démobilisation ? Nous ne pouvons peser que fort peu sur les décisions d'un ministre sourd à toute concertation. Par contre, nous devons dire et redire que la pédagogie Freinet est d'actualité.

Nous pouvons, en effet, apporter des réponses en matière de logiciels tels ceux des séries PROGICEM ou LOGICEL, adaptés à la classe et testés par les enfants.

Nous pouvons aussi faire la démonstration que nos pratiques pédagogiques permettent d'intégrer dans la vie scolaire l'informatique, la télématique, comme n'importe quelle autre technologie nouvelle, car elles ne sont plus conçues comme des « gadgets » mais comme des outils nouveaux au service du développement de l'enfant.